

Calvados

Solidarité. Menacée d'expulsion, une famille kosovare soutenue par l'école



À l'école Henri-Brunet, des parents d'élèves se mobilisent pour aider la famille d'un élève de CE1, menacée d'expulsion vers le Kosovo.

Un bisou à sa maman et, en entendant retentir la sonnerie de l'école, le petit Jakup (7 ans) file jouer avec ses copains dans la cour de récréation de l'école Henri-Brunet, un grand sourire aux lèvres. « **Il est scolarisé ici depuis la grande section de maternelle**, explique sa maman, devant la grille de l'élémentaire. **Avant, nous étions à Colombelles.** »

Un modèle d'intégration

Originaire du Kosovo, la famille Zharku est arrivée en France, à Caen, en septembre 2013. Six ans plus tard, leurs titres de séjour arrivent à expiration et elle se retrouve menacée d'expulsion. « **Elle est pourtant un modèle d'intégration**, s'indigne Hélène Marche, membre du collectif de soutien qui s'est monté au sein de l'école. **Jakup est souvent invité aux anniversaires de ses camarades et les parents se sont aussi fait beaucoup d'amis.** »

Âgé de 11 mois quand il est arrivé en France, Jakup ne connaît que la France. Il est inscrit dans un club de foot de l'agglomération et parle français couramment. Ses parents, eux aussi, maîtrisent sans difficulté la langue de Molière. « **Nous avons pris des cours dès que nous sommes arrivés** », raconte la maman, âgée de 32 ans. Bénévole dans deux associations, elle distribue l'aide alimentaire et assure des traductions entre français et albanais. Son mari, âgé de 36 ans, vient d'obtenir un contrat à durée indéterminée dans une entreprise de peinture. « **Au Kosovo, il avait une entreprise de peinture et d'échafaudage. Mais ici, il était bloqué tant qu'il n'avait pas de permis de travail. Ce CDI est très important pour nous.** »

« Pas de rupture de scolarisation »

Aidés par le collectif « **Pas d'enfant sans toit** », qui rassemble des parents d'élèves de nombreuses écoles de l'agglomération caennaise confrontés à des situations similaires, les parents de l'école Henri-Brunet agissent dans la mesure de leurs moyens. Une pétition circule pour demander à la Préfecture de se pencher sur le cas des Zharku. « **Ce qui nous importe surtout, c'est qu'il n'y ait pas de rupture de scolarisation pour Jakup** », indique Hélène Marche. Une nouvelle preuve que l'école de la République est un vecteur d'intégration.

Nicolas CLAICH



*Devant l'école Henri-Brunet, les parents d'élèves soutiennent la famille Zharku, menacée d'expulsion vers le Kosovo.
©Nicolas Claich/Liberté - Le Bonhomme libre.*